

« Le Burkina Faso doit rompre tous ses liens avec TOUTES les organisations internationales. »

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

3 septembre 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 18-31 août 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 18 et le 24 août 2025, 214 publications publiques sur les réseaux sociaux liées à l'aide humanitaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont généré **139 commentaires**. L'engagement est globalement resté faible. L'activité a surtout porté sur trois sujets : la dissolution du bureau de la Croix-Rouge nigérienne, la suspension du projet Target Malaria au Burkina Faso et la déclaration du coordinateur résident des Nations unies au Burkina Faso comme persona non grata. La semaine suivante (25-31 août), le nombre de publications a diminué (155), mais les commentaires ont nettement augmenté, **atteignant 393**. La grande majorité (95 %) étaient consacrés aux annonces célébrant l'élection du ministre malien de la Santé et du Développement social comme premier vice-président du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [Avis Partagés](#) (11-17 août) | [Nous les Dénoncerons](#) (04-10 août) | [Attaque. Suspension etc.](#) (21 juillet-03 août) | [Félicitation](#) (14-20 juillet) | [Bon Debarras](#) (07-13 juillet) | [Tout](#)

Correction : un problème de géolocalisation a affecté les données du 14 juillet au 31 août

Dans nos rapports couvrant les périodes du [14 au 20 juillet](#), du [21 juillet au 3 août](#), du [4 au 10 août](#), et du [11 au 17 août](#), nous avons constaté une forte baisse de l'engagement autour des acteurs de l'aide humanitaire. Un problème de géolocalisation affectant l'IA de surveillance des réseaux sociaux utilisée pour notre analyse a été identifié. Ce dysfonctionnement, lié à une erreur technique dans le marquage de localisation basé sur l'adresse IP fourni par un prestataire externe, a entraîné une sous-détection des publications provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. En conséquence, le faible volume signalé pour cette semaine ne reflète probablement pas un ralentissement réel de l'activité. Le problème technique n'a pas encore été entièrement résolu, et nous ne pouvons pas confirmer que les chiffres présentés dans ce rapport et dans le rapport précédent ([4-10 août](#)) soient complets. Il est donc possible que ce rapport sous-estime également le nombre de publications issues d'adresses IP situées dans les trois pays du Sahel. L'analyse ci-dessous est basée sur les données disponibles au 17 août 2025. Une évaluation actualisée sera fournie dès que le problème technique aura été corrigé et que les données rétroactives auront pu être retraitées.

Récits principaux

Niger : dissolution de la Croix-Rouge nigérienne (CRN) – réactions limitées mais majoritairement favorables

Le 22 août, le ministère de l'Intérieur du Niger a annoncé par décret la dissolution du bureau et du conseil d'administration de la Croix-Rouge nigérienne (CRN). Cette mesure s'inscrit dans un contexte de renforcement du contrôle gouvernemental sur les ONG et OSC dans la région et fait suite à la suspension du CICR fin 2024. Entre le 22 et le 24 août, neuf publications (cinq au Niger, quatre au Burkina Faso) relatives à cette décision n'ont suscité que 17 commentaires publics, un volume faible au regard de l'importance de l'annonce.

La majorité des réactions (12/17) ont salué la mesure, la qualifiant d'« excellente décision ». Les utilisateurs l'ont présentée comme un acte de souveraineté visant à réduire l'influence étrangère. Certains l'ont replacée dans la dynamique géopolitique régionale, parlant de « victoire pour l'AES » ou d'« aide empoisonnée » venue de l'Occident. Ces discours suggèrent que, pour une partie des internautes, la CRN elle-même est perçue comme liée à des intérêts extérieurs.

Cinq commentaires expriment des réserves, l'un soulignant que cette décision « *n'est pas bonne pour la jeunesse nigérienne* » car elle réduit les opportunités, un autre interrogeant l'absence d'accusations précises pour justifier une telle mesure.

Ce que cela nous apprend

- **Faible volume de réactions** : seulement 17 commentaires pour une mesure institutionnelle majeure. Cela peut refléter une crainte d'exprimer un désaccord publiquement, une faible résonance auprès des communautés en ligne, ou encore une sous-détection due à des limites de suivi.
- **Narratif dominant pro-gouvernemental** : les réactions favorables faisaient écho aux discours nationalistes et à un sentiment anti-occidental de plus en plus marqué au Sahel.
- **Critiques marginales** : quelques voix inquiètes des conséquences pour les jeunes et pour l'accès à l'aide humanitaire, mais très minoritaires.

Agadez : arrestations de réfugiés soudanais actifs sur les réseaux sociaux

Le 21 août, les autorités nigériennes ont arrêté six réfugiés soudanais lors d'une descente dans un camp à Agadez, selon [*The New Humanitarian*](#). Accusés d'« incitation à l'agitation », ils suscitent cependant l'inquiétude des acteurs humanitaires, qui y voient un signe de pressions accrues sur les communautés déplacées.

Depuis janvier 2025, Insecurity Insight suit six comptes basés au Niger diffusant chaque semaine des informations sur les conditions de vie des réfugiés et des migrants dans le camp du HCR à Agadez. Depuis les arrestations, deux de ces comptes sont restés silencieux. On ignore s'il s'agit d'arrestations, d'intimidations ou d'autocensure, mais cette évolution est préoccupante. Elle illustre comment l'insécurité et la répression hors ligne peuvent réduire au silence des voix en ligne, dans un contexte plus large de rétrécissement de l'espace civique au Niger, au Mali et au Burkina Faso.



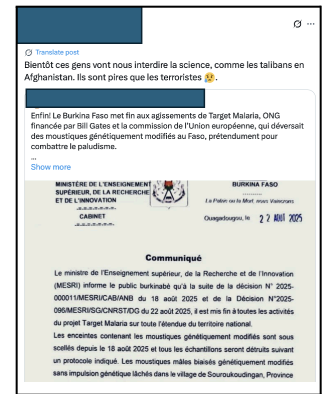
Burkina Faso : suspension du projet Target Malaria et montée du discours anti-aide

Le 22 août, le gouvernement burkinabè a annoncé la suspension du projet Target Malaria, qui visait à libérer des moustiques génétiquement modifiés pour lutter contre le paludisme. Soutenu par la Fondation Gates et la Commission européenne, le projet était actif au Burkina Faso depuis 2012.

Dans l'ensemble des données régionales, seuls deux messages ont été recensés (un au Burkina Faso, un au Mali), sans générer de commentaires – une visibilité inhabituellement faible pour une décision de cette

ampleur. Cette faible activité peut refléter des problèmes de suivi liés à la géolocalisation, ou une moindre utilisation des réseaux sociaux pour contester publiquement les décisions gouvernementales.

L'un des messages analysés dans notre ensemble de données, inclus parce qu'il provenait d'une adresse IP burkinabè, critiquait la décision du gouvernement de suspendre le projet. Cependant, ce message était lui-même un partage de contenu provenant d'un influenceur pro-russe du Sahel, qui soutenait en fait la suspension. L'influenceur étant basé en dehors des pays surveillés, sa publication originale n'a pas été intégrée à l'ensemble de données, mais il a suscité un intérêt notable avec plus d'une centaine de commentaires (évalués séparément ci-dessous).



- Discours dominant : de nombreux commentaires ont lié la suspension à l'AES, la présentant comme un acte de souveraineté et appelant à rompre avec d'autres organisations internationales.

“Sincerely, Burkina Faso  has to cut all ties with ALL international organizations. UNICEF included. These are all avenues for destabilization.”

- Narratif conspirationniste : Target Malaria a été décrit comme un « complot occidental » visant à dépeupler l'Afrique, Bill Gates étant la principale cible des attaques.

“Ce gars est un psychopathe. Il prend les africains pour des animaux de laboratoire! Mais le plus fort, c'est qu'il arrive à se faire passer pour un philanthrope. Il ne sert en réalité qu'un projet honteusement eugéniste au service d'une élite transhumaniste et suprémaciste”

- Voix minoritaires : quelques utilisateurs ont exprimé leur inquiétude face à l'impact de la suspension sur la recherche scientifique et la lutte contre le paludisme, mais ces critiques sont restées marginales.

“Et toi qui est financée par la Russie pour abrutir la jeunesse africaine on en parle?”

“Je ne comprends pas ce qu'il y a de bien.”

Ce que cela nous apprend

- Le débat en ligne a amplifié les discours anti-occidentaux et anti-Gates, prolongeant la tendance observée après l'annonce récente de la campagne nationale de vaccination contre le **paludisme**.
- La présence d'au moins un message dissident souligne toutefois que les mesures de souveraineté ne font pas l'unanimité et que certaines voix continuent à défendre les bénéfices scientifiques de projets internationaux.

Burkina Faso : la coordinatrice résidente de l'ONU déclarée persona non grata

Le 18 août, le gouvernement burkinabè a déclaré la coordinatrice résidente des Nations unies persona non grata, l'accusant d'être responsable du rapport du secrétaire général des Nations Unies (SGNU) sur les enfants et les conflits armés au Burkina Faso. Les autorités ont rejeté ce rapport, qu'elles jugent non vérifié et élaboré sans consultation des institutions nationales.

Entre le 18 et le 20 août, dix publications en réaction ont été relevées au Mali et au Niger, mais aucune au Burkina Faso. Cette absence peut s'expliquer par des limites de géolocalisation, par une faible amplification nationale, ou encore par une réticence à s'exprimer publiquement sur un sujet sensible.

Une seule publication a généré 25 commentaires, dont la majorité soutenait la décision, exprimant solidarité avec l'AES et rejet du « néocolonialisme ». Quatre commentaires, en revanche, ont exprimé scepticisme ou demandes de clarification, s'interrogeant sur l'impact concret de cette mesure pour une population en proie à l'insécurité et à la pauvreté.



“Très bien, soutien indéfectible aux dignes autorités du Faso”

“Ces gens croient toujours que nous sommes sous la colonisation.”

“Toujours ds le dilatoire , chasser cette coordinatrice du Burkina apportera quoi de bénéfique à la population qui souffre tant de l'insécurité et de la pauvreté ??”

Ce que cela nous apprend

- **Discours dominant** : soutien aux autorités et rhétorique anticolonialiste, en cohérence avec les dynamiques régionales en ligne.
- **Voix critiques minoritaires** : certains perçoivent l'expulsion comme symbolique, avec peu de bénéfices tangibles pour les populations affectées.
- **Tendance générale** : cette mesure s'inscrit dans l'escalade du discours nationaliste au Sahel, où les expulsions et restrictions visant les acteurs internationaux sont présentées comme des victoires pour la souveraineté.

Mali : nomination du ministre Assa Badiallo Touré à la vice-présidence de l'OMS-Afrique

Le 25 août, le ministre malien de la Santé et du Développement social a été élu premier vice-président du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique. L'annonce, relayée par les pages officielles du gouvernement malien, a généré 381 commentaires sur 13 publications (25–28 août), dont seulement 1 % étaient négatifs. Près de 80 % des interactions (302) se concentrent sur les comptes institutionnels maliens, suggérant une forte mobilisation de commentateurs liés ou proches des cercles gouvernementaux. Les réactions étaient largement congratulatoires, exprimant une fierté nationale d'obtenir une position de prestige au sein d'une institution internationale.

En revanche, un journaliste nigérien ayant partagé la nouvelle sur un ton neutre a recueilli 21 commentaires, dont plusieurs critiques. L'intervention d'un influenceur régional pro-russe y a catalysé un fil de discussion anti-OMS, accusant l'organisation d'être « nuisible » et sous l'influence de Bill Gates.

“Pourquoi se glorifier d'un titre dans une organisation aussi nuisible que l'OMS, financée en grande partie par Bill Gates?”

Les réactions associées ont qualifié l'OMS d'« organisation criminelle » ou de « piège à long terme », mais ces critiques sont restées confinées à cet espace limité et ne se sont pas propagées aux discussions dominantes sur les pages officielles.

Ce que cela nous apprend

- **Narratif dominant** : discours festif et consensuel autour d'un succès diplomatique, aligné sur la fierté nationale.
- **Voix critiques marginales** : l'influenceur pro-russe a déclenché des attaques contre l'OMS, mais uniquement dans un espace neutre (publication journalistique), sans affecter les discussions sur les canaux gouvernementaux.
- **Adoption sélective des discours pro-russes** : les récits anti-occidentaux sont amplifiés lorsqu'ils résonnent avec les thèmes de souveraineté, mais ils sont mis de côté lorsqu'ils entrent en conflit avec le prestige national.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Malgré des problèmes persistants de géolocalisation, les données disponibles pour la période du 18 au 31 août montrent une légère augmentation de l'engagement global par rapport à la semaine précédente (11–17 août), bien que certains messages au Burkina Faso, au Mali et au Niger aient pu échapper à la collecte. Les publications et commentaires ont été regroupés en trois grandes catégories – ONG locales (y compris les sociétés nationales de la Croix-Rouge et organisations à mandat spécial), ONG internationales et agences des Nations unies, qui couvrent aussi bien les agences humanitaires et de développement que la représentation politique du SGNU et des coordonnateurs résidents. Ces classifications offrent un aperçu utile des dynamiques, mais doivent être considérées comme des regroupements larges plutôt que des distinctions précises. Sur la période couverte, les sujets liés à l'ONU ont concentré 40,3 % des commentaires, suivis par les ONG locales (35,3 %) et les ONG internationales (24,5 %), marquant un changement par rapport à la semaine précédente où les ONG internationales dominaient. Du point de vue du sentiment, 48,9 % des commentaires négatifs visaient des acteurs locaux, principalement la Croix-Rouge nigérienne après sa dissolution, tandis que les agences de l'ONU ont reçu 34 % de critiques et les ONG internationales seulement 17 %, ce qui illustre une politisation croissante du rôle onusien après l'expulsion de la coordinatrice résidente au Burkina Faso.

Entre le 25 et le 31 août, l'activité globale a fortement augmenté, avec 393 commentaires générés à partir de 155 publications. La quasi-totalité des interactions (94,7 %) était liée à l'annonce de l'élection du ministre malien de la Santé au poste de premier vice-président du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique. Il est important de noter que les publications félicitant le ministre malien ne contenaient pas de sentiments explicites à l'égard de l'OMS. Les sentiments à l'égard de l'OMS, exclusivement négatifs, ont été exprimés dans 29 commentaires en réponse à un article de journaliste sur cette nomination. En conséquence, le sentiment à l'égard des agences des Nations unies est codé comme étant négatif à 100 %, ce qui met en évidence une limite de l'approche de classification des sentiments qui se base uniquement sur les sentiments exprimés directement. Pour éviter toute ambiguïté, les classifications ne tiennent pas compte des sentiments supposés. Cependant, dans ce cas, il est probable que ceux qui ont félicité le ministre considéraient l'OMS comme prestigieuse et avaient donc un sentiment positif qui n'est toutefois pas reflété dans les données.

Ces conclusions sont basées uniquement sur des contenus accessibles au public et peuvent ne pas refléter les discussions sur des plateformes privées ou cryptées.

Autres ressources

« S'agit-il d'une nouvelle campagne de propagande ? » Cette [note](#) analyse l'activité sur les réseaux sociaux du 28 mars au 5 juillet 2025 et analyse les récits observés au Myanmar concernant la réponse humanitaire au séisme du 28 mars. La majorité des commentaires exprimaient une appréciation des contributions humanitaires. Ce sentiment était souvent accompagné d'un scepticisme quant à la capacité de l'aide à atteindre les communautés touchées. La distribution directe était systématiquement soulignée comme la seule méthode efficace. Les agences et donateurs les plus fréquemment mentionnés étaient : l'UNICEF, le CICR, le PAM, la Croix-Rouge coréenne, la Croix-Rouge allemande, Christian Aid, l'OCHA, ainsi que les contributions des gouvernements vietnamien et australien. Si ces organisations et donateurs ont été salués positivement, certains ont été critiqués pour leur apparente collaboration avec l'armée ou leur manque de supervision.



ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [We Haven't Received A Single Bottle Of Water](#) | [Let The World Know](#) | [Tout](#)

Au-delà des déplacés internes : Comment le déplacement façonne les discours plus larges sur la culpabilité, l'aide et l'identité en RDC. Le déplacement en RDC demeure une préoccupation majeure, générant des besoins humanitaires urgents, posant des défis en matière de protection des civils et nourrissant les attentes envers le gouvernement congolais, les organismes d'aide, la MONUSCO et d'autres acteurs internationaux. Cette [note](#) explore la manière dont ces acteurs sont abordés sur les réseaux sociaux en lien avec la crise des déplacements. Elle analyse l'opinion publique de février à mars 2025 à partir de publications contenant des termes liés aux déplacés internes, afin de comprendre comment le déplacement est perçu et comment ces perceptions peuvent influencer l'action humanitaire.



ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [ARMER les WAZALENDU](#) | [Ils ont vendu le pays](#) | [Tout](#)

Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/18-31Aug2025SMMBriefFR>

Citation suggérée : **Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 18-31 août 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/18-31Aug2025SMMBriefFR>**

